

RAPPORT PRÉSENTÉ AU CONSEIL EXÉCUTIF NATIONAL
PAR LE
SECRÉTAIRE-TRÉSORIER NATIONAL

Ottawa, Ontario
Les 25 et 26 mars 2009

Consœurs et confrères,

Nous sommes en mars, la période la plus occupée de l'année pour le SCFP. Après avoir sillonné le pays pour rencontrer le personnel de chaque région, nous avons amorcé la préparation des états financiers de fin d'exercice de 2008 pour présentation au Conseil exécutif national. En même temps, les congrès des divisions ont commencé, ceux du Québec et de la Saskatchewan ayant eu lieu avant la réunion du Conseil exécutif national. Ajoutez à cela la Conférence nationale sur les négociations pour l'égalité des femmes, la rencontre nationale des conseils scolaires et les préparatifs pour notre congrès national d'octobre – et vous avez l'une des périodes les plus remplies qu'il m'ait été donné de vivre au SCFP. À ce sujet, je suis fier de souligner que le Conseil exécutif national a approuvé un changement dans les règlements qui régissent notre Caisse nationale de participation aux congrès nationaux et aux activités nationales. Cette modification nous permettra de répondre très efficacement aux besoins des délégués handicapés en leur permettant d'avoir recours à la Caisse pour assumer 100 pour cent des frais additionnels nécessaires à une participation pleine et entière aux activités de notre syndicat, comme le matériel et l'aide personnelle. Une fois le changement en vigueur, toutes les sections locales en seront informées pour que chacun soit au courant de cette possibilité et connaisse le processus de demande et d'approbation.

Avec le bouillonnement d'activités dans lequel nous sommes plongés, cette année sera très importante pour le SCFP. Nous vivons une récession économique très profonde qui risque d'être très longue. Pour beaucoup de travailleurs du secteur public, la récession ne frappera que lorsque la perte de l'assiette fiscale aura atteint les coffres du gouvernement. Mais elle frappera, et je crois que les années qui viennent nous réservent de dures négociations et des menaces accrues de sous-traitance et de privatisation. C'est pour cela que je parle de l'actuelle crise économique mondiale en introduction à mon rapport trimestriel. Nos états financiers pour la fin de l'exercice 2008 nous montrent que nous avons fait beaucoup de

progrès dans la modification de notre structure financière afin de nous préparer à affronter les défis qui nous attendent. En même temps, notre situation financière est saine et nous avons pu poursuivre notre travail d'édification d'une solide fondation avec le budget de 2009. Nous avons atteint nos objectifs et nous sommes prêts à faire face à cette récession économique.

Nous ne disons pas que la crise financière ne nous a pas touchés. Nous en avons ressenti les effets jusqu'à un certain point. Comme l'indique le présent rapport, nous avons subi quelques pertes dans la valeur marchande de nos placements à long terme; toutefois, cela n'affecte en rien notre encaisse. Mis à part les effets sur nos activités quotidiennes, beaucoup de membres sont inquiets, avec raison, de la situation de notre régime de retraite. Effectivement, le régime de retraite du SFCP, comme tous les autres d'ailleurs en raison du désastre financier actuel, a perdu de l'argent au cours des derniers mois. Mais nous avons été prudents dans nos placements.

Depuis sept ans, le régime de retraite que nous finançons avec la contribution de notre personnel et pour notre personnel, a grandi et a produit un meilleur rendement que la plupart des autres régimes de retraite au Canada. Avec pour résultat que nous avons moins perdu que d'autres régimes de retraite, c'est-à-dire environ 11,5 pour cent de notre actif.

Entre-temps, nous avons fait faire notre évaluation de solvabilité en 2008, avant de subir d'autres pertes. Nous avons donc réussi le test de solvabilité requis par les autorités réglementaires et à l'heure actuelle, nous ne subissons pas de pression pour augmenter le financement du régime. Il ne faut pas oublier que les placements des régimes de retraite sont des placements à long terme. Pour le moment, nous sommes solvables et nous maintiendrons prudemment le cap afin de traverser les déboires économiques actuels.

Pour les activités du SFCP, toutefois, notre base de revenus demeure assez solide et nous avons pu augmenter les dépenses pour l'exercice 2009 en ajoutant 17,5 nouveaux postes, en versant encore 1 million de dollars à notre Fonds pour les édifices du SFCP, en finançant la deuxième année de notre plan de lutte contre la privatisation de 5 millions de dollars, en haussant le montant contribué pour renforcer les divisions provinciales et en continuant à financer nos obligations en matière de prestations pour les futurs retraités.

Nous sommes toujours à compiler les dépenses pour 2008 afin de préparer les états de fin d'exercice de 2008 et les états financiers vérifiés définitifs ne seront pas terminés avant quelques semaines. Jusqu'à maintenant, il semble que nous terminerons l'exercice 2008 avec un surplus d'un peu plus de 4 millions de dollars. De ce montant, 1,4 million de dollars constituent la portion non dépensée du fonds de lutte contre la privatisation de 2,5 millions de dollars pour 2008. En effet, c'est en 2008 que ce projet ambitieux a été entrepris et c'est pour cette raison que tout l'argent n'a pas été dépensé. Les plans établis en 2008 par les régions pour lutter

contre la privatisation comprenaient divers projets et incluait des activités de recherche, de sondage et de formation des membres dans le but d'élaborer des plans de campagne concrets. Beaucoup de ces plans se poursuivront cette année et nous nous attendons à ce que la portion de 2009 soit entièrement dépensée à la fin de l'exercice. Il faut ajouter à cela le fait que nous avons trouvé, avec notre vérificateur, une façon d'utiliser en 2009 l'argent non dépensé en 2008.

L'autre portion de notre surplus pour 2008 est le résultat d'une prévision excessive des revenus de quelque 3 millions de dollars. Avec des revenus totaux de plus de 140 millions de dollars, un excédent budgétaire de 3 millions de dollars dans nos prévisions de revenus constitue un écart d'un peu plus de 2 pour cent seulement. Nous continuons à travailler à l'amélioration de la précision de nos modèles de prévision des revenus. Cette année, avec le fonds que nous avons créé pour la construction et l'achat d'édifices du SCFP, nous pouvons réaliser notre projet de construction d'un nouveau bureau régional du SCFP en Ontario. Nous avons acquis un terrain de premier ordre à la jonction des autoroutes 404 et 401, ce qui améliorera l'accessibilité et la visibilité du bureau régional de l'Ontario. Nous voulons construire un autre édifice certifié LEED et devenir un leader dans les édifices à bureaux écologiques. Le surplus de 2008 nous aidera à réaliser cet objectif et à régler les problèmes de surpopulation et des millions de dollars versés en location qui nous préoccupent avec l'actuel bureau régional de l'Ontario.

Beaucoup ont prédit que la récession économique durerait encore quelques années. Bien qu'il soit impossible de l'affirmer avec certitude, il est raisonnable de penser que ce qui a commencé par un resserrement des capitaux, et qui s'abat maintenant sur nos secteurs manufacturiers et l'économie canadienne, n'aura pas d'effet sur notre base de revenus avant un certain temps. Par conséquent, nous devons continuer à nous préparer pour l'avenir, en prévision du moment où cette situation touchera nos activités, afin de pouvoir relever ce futur défi en nous appuyant sur une solide fondation financière.

ÉTATS FINANCIERS POUR LA PÉRIODE TERMINÉE LE 31 DÉCEMBRE 2008

Il est à noter que les chiffres présentés dans mon rapport n'ont pas encore été vérifiés et qu'ils changeront sans doute parce que nous continuons à recevoir des factures pour 2008, qui seront comprises dans les états financiers vérifiés définitifs.

Caisse générale

L'actif total de la Caisse générale au 31 décembre 2008 se situait à 101 millions de dollars comparativement à 97,9 millions de dollars au 30 septembre 2008. Le solde bancaire au 31 décembre 2008 était de 3,7 millions de dollars par rapport à 3,8 millions de dollars au 30 septembre 2008. Le solde des placements est en hausse de 1,4 million de dollars par rapport au 31 décembre 2007 et s'établit à 21,5 millions de dollars. Il vaut la peine de souligner qu'avec la turbulence de

l'économie, nous avons subi une baisse d'environ 1,6 million de dollars de la valeur marchande de nos placements cette année. Nos placements ne sont pas à la Bourse, mais plutôt dans des obligations conservatrices. Mais l'effet d'entraînement de l'effondrement du marché boursier a aussi touché les obligations. Nous avons continué, au cours du dernier trimestre, à investir dans des biens immobiliers. Les paiements pour la construction du bureau de Fredericton de même que pour l'achat d'un terrain vacant à Saint-Jean ont totalisé 507 000 \$.

Le passif total de la Caisse générale s'élevait à 65,6 millions de dollars au 31 décembre 2008, comparativement à 65,3 millions de dollars au 30 septembre 2008.

Le solde de la Caisse générale au 31 décembre 2008 s'établissait à 35,4 millions de dollars, comparativement à 32,6 millions de dollars au 30 septembre 2008 et à 31,5 millions de dollars un an (31 décembre 2007).

Le surplus d'exploitation préliminaire non vérifié pour l'exercice était de 4,4 millions de dollars. De ce montant, nous devons retirer 1,4 million de dollars, qui est la portion non dépensée du budget de lutte contre la privatisation, et qui sera dépensée en 2009. Dans la « vraie vie », le surplus réel est de 3 millions de dollars, ce qui se compare à un surplus de 9,1 millions de dollars en 2007.

Les revenus de capitation, incluant la capitation à recevoir prévue, étaient supérieurs au budget de 3,1 millions de dollars (2,2 %).

Comme toujours, l'entrée des revenus de capitation implique l'estimation de la capitation non versée à la fin du trimestre. Nous avons poursuivi la pratique amorcée en septembre 2008 pour le processus d'estimation de nos revenus en mettant à jour nos estimations de revenus de capitation pour les mois non payés, afin de tenir compte des paiements réels reçus en janvier 2009 pour la capitation de 2008 et avant. Nous croyons que cette méthode reflètera avec plus de précision les revenus que nous récolterons en bout de ligne pour ces mois non payés. Cette nouvelle méthode d'estimation a ajouté 999 171 \$ aux chiffres de revenus de la capitation dans la Caisse générale pour ces états financiers trimestriels. La mise à jour de l'estimation des revenus sera utilisée dans les prochains états financiers trimestriels jusqu'à ce que nous puissions programmer une meilleure méthode d'estimation dans un nouveau système d'entrée de la capitation qui sera mis en œuvre en 2009.

Les dépenses totales pour la période étaient inférieures au budget de 873 000 \$ (0,6 %).

Voici certains écarts significatifs dans les dépenses :

- Le budget de la lutte contre la privatisation **n'a toujours pas été entièrement dépensé** au cours de l'exercice. Nos dépenses inscrites sont inférieures au

budget de 1,4 million de dollars. Le solde du budget de 2008 budget est comptabilisé en tant qu'avoir restreint dans les présents états financiers afin d'assurer que ce montant puisse être dépensé en 2009.

- Dans le budget des programmes de la Direction des finances et de l'administration, **il reste** 446 000 \$, à cause d'un retard dans la mise en œuvre du nouveau système de ressources humaines, de même que dans le développement du logiciel du nouveau système de capitation, qui a été budgété en 2008 mais qui ne commencera pas à être amorti avant son installation en 2009. En outre, de véritables économies ont été réalisées dans la gestion des coûts de soutien du SICC et du SISL, ainsi que d'Oracle.
- Le loyer est **inférieur** au budget de 377 000 \$ ou 4,6 %. Ce montant représente des économies réelles car nous avons maintenant reçu l'évaluation des taxes foncières pour l'édifice du nouveau siège national et elle est beaucoup moins élevée que prévu. De plus, le budget de 2008 prévoyait des dépenses de loyer pour des bureaux de Pembroke et Fort McMurray, dont aucun n'a encore été établi. On y travaillera en 2009.
- Les dépenses électorales sont **inférieures** au budget de 328 000 \$. Nous pensons maintenant avoir reçu toutes les factures pour la période électorale.
- Les dépenses de télécommunications sont **inférieures** au budget de 203 000 \$ ou 18,3 %. La majorité de ces économies viennent du bureau national, notamment avec la mise à jour de notre matériel téléphonique.
- Le poste de la location et de l'entretien du matériel est **inférieur** au budget de 195 000 \$. En général, la plupart des régions et le bureau national respectent de près le budget, et les dépenses du Québec, de l'Ontario et de la Colombie-Britannique sont inférieures au budget.
- En général, les salaires et les avantages sociaux sont **supérieurs** au budget de 124 000 \$ ou 0,2 %. Les salaires sont inférieurs au budget de 303 000 \$ ou 0,5 % et les avantages sociaux sont supérieurs au budget de 427 000 \$ ou 2,2 %. L'expérience de 2008 continue à montrer que les modifications que nous avons apportées au budget des salaires pour 2008 afin de tenir compte des congés de maladie sont maintenant conformes à notre expérience réelle.
- Les dépenses du congrès sont **supérieures** au budget de 389 000 \$. Nous avons augmenté ce montant additionnel car nous avons commencé notre planification pour 2009 et nous prévoyons que les coûts seront supérieurs au budget établi.

- Les dépenses des programmes de la Direction de l'organisation et des services nationaux sont **supérieures** au budget de 163 000 \$, surtout parce qu'il y a eu plus d'une session de formation des conseillers syndicaux en 2008.
- Les frais judiciaires et d'arbitrage de 1 017 753 \$ tiennent compte du remboursement de 210 000 \$ des frais de justice engagés entre 2005 et 2007 dans la cause Borealis.

Caisse nationale de défense

L'actif de la Caisse nationale de défense s'élevait à 7,3 millions de dollars au 31 décembre 2008, comparativement à 6,4 millions de dollars au 30 septembre 2008. Quant au passif, il s'établissait à 6,3 millions de dollars, ce qui laissait un solde de caisse de 1 million de dollars.

Les programmes à frais partagés approuvés par le Conseil exécutif national pour l'année totalisaient un peu moins de 3 millions de dollars, ce qui est bien au-dessus du montant prévu dans le budget annuel de 2 millions de dollars. Ce montant a été partiellement compensé par le recouvrement de fonds de 304 000 \$ non utilisés au cours des années antérieures, de même que par un excédent de revenus de capitation de 122 000 \$ et de revenus de placement non budgétés de 220 000 \$. Nous avons pu financer le reste des campagnes à frais partagés parce nous avons un solde d'ouverture de caisse de 842 000 \$. Les dépenses consacrées aux grandes campagnes de recrutement s'élevaient à 2,2 millions de dollars, et les initiatives nationales en matière de stratégie totalisaient 1,2 million de dollars. Quant aux dépenses consacrées aux initiatives régionales en matière de stratégie, elles s'élevaient aussi à 1 million de dollars.

Caisse nationale de grève

L'actif total de la Caisse de grève au 31 décembre 2008 s'élevait à 37,5 millions de dollars, comparativement à 34,8 millions de dollars au 30 septembre 2008. Cet actif était formé de 3,5 millions de dollars en liquidités, de 2,1 millions de dollars en comptes de capitation et comptes débiteurs et de 31,9 millions de dollars en placements. Au titre du passif, nous avons des comptes créditeurs et des charges à payer de 764 000 \$, ainsi qu'un compte créditeur de 172 000 \$ à la Caisse générale et un de 41 000 \$ à la Caisse de défense. Ainsi, au 31 décembre 2008, le solde de la Caisse s'établissait à 36,5 millions de dollars, comparativement à 31 millions de dollars au 31 décembre 2007.

Les revenus de la Caisse, incluant les revenus de placement, s'élevaient à 11,9 millions de dollars. Les dépenses pour la période ont été de 6,7 millions de dollars, ce qui donne lieu à un surplus pour l'exercice de 5,2 millions de dollars.

GRÈVES, LOCK-OUTS ET RÈGLEMENTS

La section locale 3903, qui représente 3 400 professeurs à contrat, chargés de cours et assistants à l'enseignement de l'Université York, à Toronto, a été en grève du 6 novembre 2008 au 2 février 2009. Cette longue grève, qui a porté sur des salaires acceptables et la sécurité d'emploi pour le personnel occasionnel et les assistants à l'enseignement et à la recherche, aura permis de révéler le sous-financement dont souffrent les universités ontariennes. Devant l'intransigeance de l'administration de l'Université, le gouvernement ontarien a adopté une loi de retour au travail en janvier et la section locale 3903 est présentement en arbitrage.

Les membres de la section locale 3372, au service d'Aramark Canada au centre forestier Hugh-John-Flemming du Nouveau-Brunswick, sont en grève depuis le 4 février. Les six membres sont des travailleuses de la cafétéria qui préparent et servent la nourriture aux étudiants du Collège de technologie forestière des Maritimes et aux employés des gouvernements provincial et fédéral. Elles s'occupent aussi d'activités spéciales comme des banquets et des réunions d'affaires. Elles sont sans contrat de travail depuis le 31 décembre 2007 et luttent pour un salaire équitable.

Cinq travailleuses de bibliothèque, membres de la section locale 2254 à Grand Forks, en Colombie-Britannique, sont en lock-out depuis le 20 janvier, après avoir rejeté l'offre de l'employeur. La convention collective avec la bibliothèque publique a pris fin le 30 juin 2008 et les deux parties ont entamé des négociations le 5 octobre 2008. Le conseil d'administration de la bibliothèque a proposé l'élimination de l'ancienneté, la réduction du nombre de congés de maladie, la diminution de la paie de vacances et le retrait d'un poste de comptable de l'unité de négociation, ce qui équivaut à une baisse de salaire et ouvre la voie à une sous-traitance arbitraire et au réaménagement des horaires de travail et des catégories d'emploi.

Les membres de la section locale 2096, employés de la Brandon Clinic Medical Corporation au Manitoba, sont en grève depuis le 5 février. Le personnel de la clinique fournit des services de bureau et d'autres services de soutien. Les 57 membres de cette section locale accueillent le public et aident à prendre les rendez-vous, accompagnent les clients jusqu'au bureau du médecin et entretiennent les lieux. Ils luttent pour la parité salariale avec d'autres cliniques médicales au Manitoba.

RETARDS DANS LA CAPITATION

Les retards de 2008 s'élevaient, au 17 février, à 6 066 397 \$, une diminution de 1 971 907 \$, ou de 24,53 %, par rapport à novembre 2008. Nous maintenons notre tendance positive à la baisse des retards grâce aux efforts constants du personnel et des directeurs qui aident les sections locales à se mettre à jour.

RAPPORT SUR LA TECHNOLOGIE

Au cours des derniers mois, le travail de la technologie a porté sur certaines initiatives clés du plan stratégique, de même que sur la mise en œuvre des meilleures pratiques et procédures de fonctionnement qui soient.

Le travail se poursuit comme prévu dans la refonte du système de capitation. Le développement est terminé et l'essai des utilisateurs est maintenant en cours. L'élaboration du système d'inscription au congrès, qui sera mis à jour pour fonctionner avec le nouveau système de capitation, est aussi commencée.

L'élaboration de la version 2 du système Just Pay est terminée à 95 %, et la dernière version sera mise à l'essai par notre personnel de l'évaluation des emplois. Lorsqu'il sera entièrement installé, ce logiciel permettra à notre personnel de l'évaluation des emplois de faire son travail plus rapidement en matière d'équité salariale et d'évaluation des postes.

En février, le contrat pour le nouveau système d'information des ressources humaines a été signé. Le travail devrait commencer en mars. La date de livraison du nouveau système sera déterminée une fois le projet amorcé.

En novembre, décembre et janvier, la Direction de la technologie a donné des cours sur la nouvelle version d'Office 2007 qui a été installée. La participation à ces cours a été excellente, tout comme les commentaires sur son efficacité. La plupart des utilisateurs du SCFP ont maintenant reçu la mise à niveau, et les autres la recevront dès qu'ils auront terminé le cours.

Nous avons entrepris le travail d'analyse du réseau de base du SCFP dans le cadre de notre projet d'infrastructure cette année, qui vise à relier tous les bureaux régionaux et locaux du SCFP. Nous rencontrons nos fournisseurs bientôt pour déterminer nos besoins et rédiger un plan de travail.

PROPRIÉTÉS ET BAUX

Propriétés

À Halifax, en Nouvelle-Écosse, nous en sommes présentement à la période de diligence dans l'examen des rapports sur la nouvelle propriété et nous pensons conclure la transaction d'achat au début d'avril. Les améliorations locatives devraient être prêtes vers le milieu de 2009.

La construction du nouveau bureau régional des Maritimes, à Fredericton, au Nouveau-Brunswick, se déroule comme prévu et devrait être terminée le 31 mai 2009. Nous avons accepté une offre pour la vente de nos locaux actuels, qui devrait se conclure en même temps que l'ouverture du nouvel édifice.

À Saint-Jean, au Nouveau-Brunswick, les dessins d'exécution sont prêts et les coûts de l'édifice ont été déterminés. La construction doit commencer en avril et devrait être terminée pour l'automne 2009.

Une motion de confirmation de l'achat d'un terrain à Toronto sera votée à la présente réunion du Conseil pour nous permettre d'entreprendre la construction d'un nouveau bureau régional en Ontario. L'emplacement choisi pour la relocalisation du bureau régional de l'Ontario est l'un des plus visibles à Toronto, au coin nord-est de l'autoroute 401 et de la promenade Don Valley.

Au Manitoba, nous faisons préparer les dessins d'exécution pour les améliorations à apporter au bureau de Brandon. La construction devrait commencer au milieu de l'été 2009 pour se terminer au début de l'automne. L'achat de l'édifice sera conclu en avril 2010.

À Victoria, en Colombie-Britannique, nous continuons notre diligence pour le projet conjoint de Victoria; les esquisses et les dessins d'exécution sont en cours de préparation. Une réunion de tous les participants sera convoquée au début d'avril pour étudier les plans et les coûts.

Baux

À Sydney, en Nouvelle-Écosse, nous étudions la possibilité de relocaliser le bureau vers un nouvel espace locatif, autour de la date d'échéance du bail de nos locaux actuels (août 2010). Des plans d'aménagement d'espace sont en cours pour établir le coût des améliorations locatives au nouvel endroit.

À Pembroke, en Ontario, un nouveau bureau ouvrira le 1^{er} juin 2009. Les conditions du bail pour les nouveaux locaux sont en train d'être négociées et des plans d'aménagement d'espace sont en cours pour évaluer le coût des améliorations locatives.

À Niagara, en Ontario, les conditions du bail pour le projet d'agrandissement du bureau sont en cours de négociation. La nouvelle construction des améliorations locatives devrait commencer le 1^{er} avril, avec occupation prévue pour le 1^{er} juillet 2009.

À Peterborough, en Ontario, la fin de la construction et l'occupation du nouveau bureau loué, d'abord prévues pour la fin de mai, ont été reportées au 1^{er} août 2009.

À Hamilton, en Ontario, nous poursuivons notre diligence en examinant des situations locatives potentielles pour la relocalisation du bureau.

Le bail du bureau de Timmins, en Ontario, a été négocié au mois avec le propriétaire, pendant que la conception et les coûts préliminaires sont évalués pour les améliorations locatives dans de nouveaux locaux. La négociation du bail est en cours pour ce nouvel espace et l'occupation est prévue pour l'automne 2009.

À Prince Albert, en Saskatchewan, les plans d'améliorations locatives et la négociation du bail achèvent, et la construction des améliorations devrait commencer le 1^{er} avril, avec une date d'occupation à l'automne 2009.

À Fort McMurray, en Alberta, nous recherchons activement d'autres locaux pour un nouveau bureau.

CONGRÈS NATIONAL

Les préparatifs du congrès de 2009 sont commencés. La documentation pour le « préavis » sera rassemblée et imprimée pour l'envoi général d'avril. La planification et l'organisation de la logistique sont aussi amorcées.

Des représentants du Groupe de travail national pour les personnes handicapées ont visité le Palais des congrès de Montréal, où se tiendra notre congrès national de 2009, et quelques hôtels de congrès situés dans le même secteur. Ils feront part de leurs recommandations au bureau du secrétaire-trésorier national afin que des mesures soient prises pour assurer la pleine accessibilité et ainsi offrir une meilleure expérience de congrès à nos membres ayant des déficiences.

Parmi les hôtels choisis pour les délégués, on compte l'InterContinental Montréal, le Delta Centre-Ville, le Delta Montréal, le Holiday Inn Select, le Marriott Château Champlain et le Hilton Bonaventure Montréal. Nous pensons aussi à augmenter le nombre de chambres, puisque nous nous attendons à un nombre plus élevé de participants au congrès, compte tenu de la popularité de l'endroit où il a lieu.

La Conférence nationale sur les négociations pour l'égalité des femmes, tenue à Montréal, a connu un vif succès. Elle a sans doute donné un « avant-goût » de l'expérience à laquelle peuvent s'attendre les délégués au congrès national.

Nous sommes aussi à mettre la dernière main aux contrats avec les hôtels et le centre des congrès pour le congrès de 2013 à Québec.

FORMATION ET PERFECTIONNEMENT

La Direction du développement syndical a apporté quelques changements à son personnel. En janvier, la consœur Jane Stinson a remplacé la consœur Morna Ballantyne à titre de directrice générale intérimaire de la Direction. En février, la

consœur Josey Finley est venue à Ottawa pour occuper le poste d'agente principale au développement syndical, devenu temporairement vacant après la nomination de la consœur Stinson.

En Colombie-Britannique, la candidature de la consœur Angela Mahlmann a été retenue pour le poste de conseillère à l'éducation, à compter du 1^{er} mars. Le poste est devenu vacant après le départ à la retraite de la consœur Judi Armstrong, à la fin de février. Nous tenons à remercier Judi pour les nombreuses années qu'elle a consacrées au SCFP et pour l'engagement et le dévouement dont elle a fait preuve à l'égard des membres du SCFP en matière d'éducation, d'animation et d'alphabétisation.

En janvier, le confrère Ed Hanson a terminé sa période d'essai et est devenu conseiller à l'éducation permanent pour l'Alberta. En février, le confrère Greg Burkitt a remplacé la consœur Finley comme conseiller à l'éducation temporaire en Ontario et le confrère Bill Robb a été confirmé au poste permanent de conseiller à l'éducation en Saskatchewan.

Formation du personnel

Web-Ex, un tout nouvel outil pour l'éducation à distance au SCFP, y compris pour la formation du personnel, a été utilisé pour familiariser 323 membres du personnel de 54 bureaux avec le nouveau programme d'exploitation informatique Office 2007. La consœur Lise Gray, agente principale du développement syndical, et la consœur Éliane Letellier, de la Direction de la technologie, ont mené 32 sessions en tout, du 3 décembre 2008 au 18 février 2009. Puisque Web-Ex permet d'enregistrer les sessions, les gens qui en manquent une peuvent la reprendre en la visionnant sur le site Web du SCFP, à <https://cupe.webex.com>.

La planification des sessions de formation du personnel du SCFP pour 2009 a commencé dans bon nombre de régions. Le personnel de la Saskatchewan et du Manitoba suivra une formation avec George Lakey, de Training for Change, qui a animé des formations sur le leadership et l'équité pour la Direction du développement syndical et pour le personnel de la Colombie-Britannique. D'autres régions commencent à étudier les sujets qui devraient être abordés dans les sessions de formation du SCP.

Le comité de formation et de perfectionnement professionnel du SCFP-SPTA a tenu sa première réunion au bureau national, le 4 février. Une session destinée à former de nouveaux conseillers syndicaux en négociation collective aura lieu en Ontario au début de mars.

Les directrices et directeurs généraux ont amorcé des discussions sur les moyens à prendre pour répondre aux besoins du personnel en matière de formation, en tenant compte du budget de 2009.

ADMINISTRATION DU RÉGIME DE RETRAITE

Depuis le 1^{er} janvier 2009, le confrère Gary Johnson est président du Comité de fiducie mixte du Régime de retraite des employés du SCFP, dont je suis vice-président.

Depuis décembre 2008, le confrère Brian Edgecombe est fiduciaire pour le SEPB, en remplacement de la consœur Patty Brockman, et la consœur Donna Wilde est la nouvelle fiduciaire substitut pour le SEPB.

Le conseil des fiduciaires tiendra sa première réunion de l'année au début d'avril pour discuter des dossiers d'intérêt pour le Régime de retraite des employés du SCFP, notamment de la situation financière du régime.

Conformément aux conventions collectives de 2006-2009, nous avons récemment traité les paiements versés aux retraités actuels qui comptent au moins 10 années de service ouvrant droit à pension au SCFP et dont les prestations annuelles du régime de retraite du SCFP en 2008 étaient inférieures à 15 000 \$, de façon à ce que leur paiement annuel soit limité à 15 000 \$. Ce paiement a été versé uniquement aux retraités qui en ont reçu un semblable l'année dernière.

Les préparatifs sont en cours pour le rapport annuel de 2008 et la vérification de la caisse de retraite.

Décès

Décembre a été un mois extrêmement triste pour le SCFP. En effet, nous avons perdu le confrère Barry Doyle, du Service de santé et sécurité au bureau national, mort soudainement le 19 décembre 2008, à l'âge de 41 ans.

La famille du SCFP a aussi perdu les membres suivants :

Consœur Joy Hodges, retraitée, 6 décembre 2008

Confrère Leonard Michael Stair, retraité, 8 décembre 2008

Confrère John Derek King, retraité, 10 décembre 2008

Confrère Jack Kirkby, retraité, section locale 79, 6 février 2009

Confrère James Fergusson, retraité, 18 février 2009

Retraites

Consœur Morna Ballantyne, bureau national – 1^{er} février 2009

Consœur Marjolaine Lepage, bureau régional du Québec – 1^{er} février 2009

Consœur Judith Armstrong, bureau régional de la C.-B. – 1^{er} mars 2009

Confrère Timon Azmier, bureau régional de la C.-B. – 1^{er} mars 2009

Consœur Susan Douglas, bureau national – 1^{er} mars 2009

Confrère Robert Chisholm, bureau régional de l'Atlantique – 1^{er} avril 2009

Consœur Diane Des Marais, section locale 2000 – 1^{er} mai 2009

Consœur Louiselle Luneau, bureau de Rouyn – 1^{er} mai 2009

Consœur Jane Stinson, bureau national – 15 mai 2009

Retraites (suite)

Consœur Eden Guidroz, bureau régional de la Saskatchewan – 1^{er} juillet 2009
Confrère Gary Johnson, bureau régional de la C.-B. – 1^{er} juillet 2009
Confrère Mike Dumler, bureau régional de la C.-B. – 1^{er} janvier 2010
Consœur Monique Joly, bureau national – 1^{er} janvier 2010
Consœur Louise Valiquette, bureau régional du Québec – 1^{er} février 2010

CONCLUSION

Comme je l'ai souligné au début de mon rapport, nous sommes en bonne position au moment d'amorcer notre exercice de 2009, entre autres parce que nous avons décidé, il y a quelques années, d'entreprendre une véritable planification financière à long terme. Grâce à cette planification et aux mesures budgétaires qui en ont résulté, comme la création d'un fonds pour les obligations à long terme, l'établissement d'une réserve annuelle pour l'achat et la construction de bureaux du SCFP et le financement d'un programme de formation des conseillers, nous pourrons affronter les défis que nous imposera la récession mondiale. Pour le moment, nos revenus demeurent solides et nous grandissons toujours. Nous pouvons donc continuer à bâtir. Je sais que, devant cet avenir incertain, nous aurons la force nécessaire pour défendre les emplois des membres du SCFP et lutter pour obtenir des gains à la table de négociation. Nous maintenons le cap établi dans notre programme d'orientation stratégique, axé surtout sur la lutte pour des régimes de retraite et des avantages sociaux pour chaque membre du SCFP, pour un salaire minimum de 15 \$ l'heure pour chaque membre du SCFP, pour l'inclusion de l'égalité dans tout ce que nous faisons et pour la riposte à la privatisation avec une vigueur renouvelée grâce à des ressources de 5 millions de dollars en 2008 et 2009. Nous avons fait de réels progrès sur tous ces fronts.

Je suis impatient de participer à notre prochain congrès national, où nous nous engagerons de nouveau à atteindre ces objectifs et où nous en établirons de nouveaux pour réagir au contexte actuel. Grâce aux solides fondations financières que nous avons érigées au cours des dernières années, je sais que nous y parviendrons.

Respectueusement soumis,

Le secrétaire-trésorier national,



CLAUDE GÉNÉREUX

:pmc/sepb 491